

**REPUBLIQUE FRANCAISE**

DEPARTEMENT  
**VAR**

ARRONDISSEMENT  
**TOULON**

COMMUNE  
**CARQUEIRANNE**

**CONSEIL MUNICIPAL**  
**Séance Publique du**  
**17 Juin 2024**

**Délibération N°**  
**2024-03-010**

**REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
DE LA COMMUNE DE CARQUEIRANNE**

Délibération prise conformément à l'ordre du Jour

Transmise au contrôle de légalité le : 20/06/2024  
Affichée le : 21/06/2024

**L'AN DEUX MILLE VINGT QUATRE & LE 17 JUIN A 18 H 00**

Les Membres du Conseil Municipal de la Ville de CARQUEIRANNE, tous régulièrement convoqués, se sont réunis dans le lieu accoutumé de leurs séances, en conformité avec le Code Général des Collectivités Territoriales, sous la présidence de Monsieur Arnaud LATIL, Maire en exercice.

Conseillers Municipaux en exercice : 29  
Quorum nécessaire : 15

Présents :	24
Absents :	01
Procurations :	04

**OBJET : DEBAT SUR LES ORIENTATIONS DU REGLEMENT LOCAL DE  
PUBLICITE INTERCOMMUNAL**

**Les membres du Conseil Municipal présents :**

LATIL Arnaud	BERNARD Vanessa
GIRARD Christine	SIMEON Martine
PRIGNOL Françoise	MOLINARI Mickaël
GORI Gilles	CANINHAS Anthony
VANGELISTI Catherine	BARBER Frédéric
FOGU Monique	FIORETTI Christophe
FOGU Antoine	REYNAUD Nicole
LABORNE Christine	DAGUET Guy
SCHIAVO Christian	POUCHOY Marjorie
MESLARD Laurence	BEAUJARDIN Guy
CASINI Marie-Christine	DAGUET Catherine
POURTIER Sylvie	ETIENNE Jacques

**Les membres du Conseil Municipal ayant donné procuration :**

PIZZO Anthony à GORI Gilles  
COLIN Benoît à GIRARD Christine  
PASQUINI Laurent à PRIGNOL Françoise  
OSSEDAT André à POUCHOY Marjorie

**Les membres du Conseil Municipal absents :**

SANSONE Patrick

## **MAIRIE DE CARQUEIRANNE**

Registre des Délibérations du Conseil Municipal de la Commune de CARQUEIRANNE

### **Séance Publique du 17 Juin 2024**

#### **Point n° 10: DEBAT SUR LES ORIENTATIONS DU REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE INTERCOMMUNAL**

##### **Monsieur LATIL, Maire de Carqueiranne expose :**

*« Le RLPI (Règlement Local de Publicité Intercommunal) est un instrument de planification locale de la publicité pour des motifs de protection du cadre de vie. Il édicte des prescriptions à l'égard de la publicité, des enseignes et pré enseignes de toute voie ouverte à la circulation publique. Sa mise en place répond à la volonté d'adapter le Règlement National de Publicité aux spécificités du territoire par des règles plus restrictives que ce dernier.*

*Il s'agit notamment d'apporter une réponse adaptée au patrimoine architectural et paysager qu'il convient de préserver.*

*Le Conseil Métropolitain a prescrit l'élaboration du RLPI par délibération du 15 décembre 2020, précisant les objectifs poursuivis, les modalités de collaboration et de concertation.*

##### **Présentation des orientations générales du RLPI**

###### **Orientation n°1 – Valoriser les paysages urbains et la qualité du cadre de vie quotidien qui fait l'attractivité résidentielle de TPM**

- Réduire de façon globale l'emprise de l'affichage publicitaire sur le territoire, en encadrant la densité et en réduisant, dans la majorité des secteurs, les formats d'affichage autorisés ;
- Adapter les supports et le format des publicités et pré enseignes à la réalité urbaine du territoire Métropolitain, c'est-à-dire :
  - aux différents profils des communes présents sur le territoire : définir un gradient entre centralités villageoises, centralités urbaines et pôles urbains structurants.
  - au tissu urbain (centre-ville, zone résidentielle, zone économique...).
  - Améliorer l'intégration urbaine des enseignes : encadrer leur nombre, leur format et leur qualité ;

###### **Orientation n°2 – Valoriser l'image de TPM par la qualité de ses entrées de villes et traversées de territoire**

- Réduire l'emprise de l'affichage sur les entrées de ville et traversées urbaines majeures du territoire, en travaillant sur le format et la densité.
- Protéger les cônes de vues sur les éléments de patrimoine naturel et le bâti emblématique du territoire de la Métropole, ainsi que les ouvertures visuelles sur la mer.

###### **Orientation n°3 – Préserver et mettre en valeur l'identité de TPM, ses richesses paysagères et patrimoniales**

- Limiter le développement de l'affichage publicitaire dans les centres historiques, travailler l'intégration architecturale et urbaine des enseignes, avec une attention particulière en site patrimonial remarquable.

*- Limiter voire interdire certains dispositifs (publicités, pré enseignes, enseignes) pouvant impacter l'identité des paysages métropolitain, son littoral, ses îles, ses presqu'îles, ses massifs boisés, etc...*

Orientation n°4 – Intégrer la visibilité des activités économiques et culturelles

- Prendre en compte le besoin des activités locales de se signaler, notamment celles situées en retrait des axes principaux.*
- Conserver la possibilité d'installer du mobilier d'information municipale, qui pourra éventuellement recevoir une face publicitaire nécessaire à la gestion de ces supports.*
- « Aérer » le paysage urbain des zones commerciales en limitant la densité des différents dispositifs (publicités, pré enseignes, enseignes), tout en maintenant des formats adaptés à la vocation de ces zones.*

Orientation n°5 – Adapter la règle nationale d'extinction nocturne pour les dispositifs lumineux

- Limiter la pollution lumineuse et les consommations d'énergie en définissant une plage d'extinction nocturne adaptée aux publicités et enseignes lumineuses ;*
- Limiter l'implantation de publicités numériques ;*
- Encadrer les publicités et enseignes lumineuses situées à l'intérieur des vitrines ou des baies d'un local à usage commercial ;*

*Je vous propose en conséquence de constater que le débat relatif aux orientations générales du RLPI s'est bien tenu conformément aux dispositions combinées des articles L. 581-14-1 du Code de l'environnement et L. 153-12 du Code de l'urbanisme et que nous en prenons acte. ».*

*En conséquence de quoi :*

**LE CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE DE CARQUEIRANNE :**

*Réuni en séance publique du 17 Juin 2024,*

- **VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le Code de l'Urbanisme,
- **VU** le Code de l'Environnement,
- **VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,
- **VU** la délibération n°20/12/800 du Conseil Métropolitain en date du 15 décembre 2020 prescrivant l'élaboration du RLPi arrêtant les modalités de collaboration entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée et ses communes membres, les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation,
- **VU** la Commission Préparatoire en date du 6 juin 2024,
- **CONSIDERANT** que le Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi) est conçu comme un véritable outil d'aménagement, participant au renforcement de l'attractivité du Territoire, à son dynamisme et à la préservation du cadre de vie de ses habitants. Il régit les conditions d'implantation des dispositifs publicitaires et des enseignes,
- **CONSIDERANT** que l'article L158-14 du Code de l'environnement prévoit, depuis la loi Engagement National pour l'Environnement n°2010-788 du 12 juillet 2010 que l'Etablissement Public de Coopération intercommunal (EPCI) compétent en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et documents d'urbanisme en tenant lieu est compétent en matière de Règlement Local de Publicité (RLP),
- **CONSIDERANT** que depuis le 1er janvier 2018 la Métropole TPM est compétente de plein droit en matière de Règlement Local de Publicité sur le territoire,
- **CONSIDERANT** que le RLPi ne comporte pas de Projet d'aménagement et de développement durables (PADD) comme les PLU, mais l'article R581-73 du Code de l'environnement énonce que le rapport de présentation du RLP « s'appuie sur un diagnostic, définit les orientations et objectifs de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale en matière de publicité extérieure, notamment de densité et d'harmonisation, et explique les choix retenus au regard de ces orientations et objectifs ». Autrement dit, il fait référence à des orientations et objectifs en matière de publicité extérieure,
- **CONSIDERANT** que dans le cadre de l'élaboration d'un PLU, conformément à l'article L153-12 du Code de l'urbanisme, un débat a lieu au sein de l'organe délibérant de l'EPCI et des conseils municipaux sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables au plus tard deux mois avant l'examen du projet de plan local d'urbanisme,
- **CONSIDERANT** que les objectifs du RLPi ont été approuvés lors de la délibération n°20/12/800 du 15 décembre 2020, à savoir :
  - Réglementer les publicités, les enseignes et les pré-enseignes dans un but de protection du cadre de vie et des paysages ;
  - Assurer un traitement cohérent de la question de la publicité extérieure à l'échelle du Territoire de la Métropole TPM ;
  - Mettre en valeur le patrimoine et les paysages urbains, naturels par la limitation de l'impact des dispositifs de publicité ;
  - Améliorer l'image et l'attractivité du territoire en encadrant l'affichage publicité ;
  - Revoir le contenu des zones réglementées en fonction de la réglementation nationale à la suite de la réforme introduite par la loi Grenelle II et ses évolutions ultérieures ;
  - Réinterroger les zones de publicité autorisée instituées par certains RLP communaux au regard de l'évolution des communes concernées et des nouveaux choix.
- **CONSIDERANT** que les orientations du projet de RLPi sont annexées à la présente délibération afin de répondre aux objectifs susvisés,

- **CONSIDERANT** que le Conseil Municipal est seul compétent pour procéder au débat sur les orientations générales du RLPI,

**CONSTATE:**

De la présentation et de la tenue du débat en séance sur les orientations générales du RLPI en application des dispositions combinées des articles L.581-14-1 du Code de l'Environnement et L.153-12 du Code de l'Urbanisme.

**SIGNATURES :**

**Madame Christine GIRARD**

**Secrétaire de séance**



**Monsieur Arnaud LATIL**

**Maire en Exercice  
Président de Séance**



*Monsieur le Maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui a fait l'objet d'une notification ou publication conformément à la réglementation en vigueur.*

*Le présent acte peut faire l'objet d'un recours directement devant le Tribunal Administratif de TOULON ou via l'application informatique « Télérecours citoyens » ([www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)), dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.*

**AR Prefecture**

083-218300341-20240617-DCM2024\_03\_010-DE  
Reçu le 20/06/2024